

or even noteworthy. Gay men and lesbians who were drawn to the left ignored Party dictates. The “antigay policies of the Communist Party had little impact on the actual beliefs and practices of members.” (124) Sexual dissidents drawn to radicalism overlooked official policies and organizational hostility and persisted in bringing homosexuality and radicalism into the conversation.

Much of *Love's Next Meeting* is devoted to analyses of specific texts, but Lecklider does bring in great examples of social history from the sources as well. I particularly loved a passage from a young lesbian's diary describing her visit to a gay club in 1934, where she witnessed a floor show featuring Adolph Hitler and his stormtroopers capturing a handsome spy. This campy burlesque, which predated Mel Brooks's *The Producers* by thirty-three years, illuminates the wondrous creativity of the queer left in the 1930s. Lecklider's discussion of same-sex romances among volunteers in the Abraham Lincoln Brigade is similarly enthralling. I would have enjoyed a whole chapter on the topic.

If the queer-left passions that inspired love between comrades in the Abraham Lincoln Brigade represent the high point of Lecklider's narrative, the low point came a little more than a decade later, ushered in by postwar anti-Communism. When McCarthyites attacked the American left as a secret homosexual cabal, both sides of that equation sought to disentangle themselves from the tarring influence of the other. The Communist Party became more assertively anti-homosexual, and the emerging gay rights movement became more assertively anti-communist. Individuals purged their personal archives, burning letters and cutting up diaries, creating the silences that would later drive historians like Lecklider to turn to published

texts to tell the history of these forgotten connections.

In his final tragic chapter, Lecklider tells the story of how the communist founders of the Mattachine Society, the first sustained gay rights organization in the United States, were thrown out of the organization by liberals who wanted to make the organization more palatable to the anti-radical mainstream. Along with its communist founders came Mattachine's radical anti-capitalist and anti-racist principles. The homophile organization instead focused on “foregrounding homosexuality as an identity category that deserved to be woven into the American cultural fabric.” (267) Class solidarity gave way to identity politics, at least until the late 1960s, when a new radical gay rights movement would arise.

RACHEL HOPE CLEVES
University of Victoria

Hacène Belmessous, *Petite histoire politique des banlieues populaires* (Paris : les Éditions Syllepse, 2022)

AVEC *Petite histoire politique des banlieues populaires*, Hacène Belmessous s'intéresse de nouveau à l'histoire politique du séparatisme socio-culturel qui gouverne l'espace public et l'impact des pratiques politiques de relégation et d'enclavement urbain sur la vie sociale et l'existence quotidienne des habitants de plusieurs quartiers français. Prolongement de ses travaux sur les logiques ségrégatives de la République développés dans *Mixité sociale, une imposture : retour sur un mythe français* (2006), *Opération banlieues. Comment l'État prépare la guerre urbaine dans les cités françaises* (2010) et *Les laboratoires de la haine. Enquête sur la face cachée du frontisme municipal* (2019), H. Belmessous illustre comment la société

française, sous ses grands principes d'horizon idéalisés de la République, est traversée dans les faits par des logiques de différenciation, de discrimination et de ségrégation sociale, raciale et spatiale. Les banlieues populaires y sont mises à distance de la société du Commun, réduites à un état de non-lieu et d'extraterritorialité, les modes de vie y sont contraints, les populations reléguées dans un confinement ethnoracial et un statut déprécié, et l'identité collective est marquée au fer rouge. Les banlieues populaires sont dans les faits le « miroir grossissant d'une République qui a baissé les bras en matière d'égalité » (14).

Parcourir l'histoire politique de quelques-unes de ces banlieues les plus emblématiques entre 1970 et 2005, c'est pour H. Belmessous s'interroger sur ce que les politiques publiques ont elles-mêmes produit dans ces lieux et s'offrir les moyens d'observer la modélisation de l'État dans ses champs d'action privilégiés que sont l'habitat, l'école, l'administration et la police. L'analyse repose ici sur un vaste corpus d'archives municipales, départementales, de l'Union nationale des bureaux d'aide sociale, celles également des promoteurs immobiliers et de la Caisse des dépôts et consignations, principal bailleur du logement social et de la politique de la ville dans ces quartiers. S'y découvre le recours à la psychologie et à la culture des individus pour expliquer la désagrégation des quartiers et masquer des présupposés raciaux « qui ranime au bout du compte une idéologie imprégnée de valeurs coloniales » (49). Ces archives constituent certes des clefs d'analyse des orientations d'État et des administrations publiques, mais plus fondamentalement une mémoire vivante des processus de décisions politiques et de ghettoisation sociale, du contexte dans lequel évoluent des collectivités locales dépréciées et finalement, des causes profondes de

disqualification et de mépris social de ces lieux et de leurs habitants.

À travers un langage précis, cru et sans équivoque, H. Belmessous développe son argumentaire avec une perspective critique et anti-coloniale, dans laquelle les individus habitant les banlieues – d'abord les travailleurs immigrés d'origine maghrébine et d'Afrique subsaharienne, puis leurs enfants installés définitivement dont la nationalité française est négociée – sont finalement les corps-machines d'un dispositif qui instaure et reproduit un ordre de pensée structuré par un horizon néocolonial. Si plusieurs interrogations émergent de son enquête, il s'intéresse principalement à la façon dont on accepte collectivement le « processus de ghettoisation social continu de ces quartiers, processus qui n'a cessé de s'amplifier depuis le début des années 1980 » (10) et qui se réapproprie les « résidus culturalistes de l'Empire français » (86). Son travail se consacre à déceler ce processus à travers l'évolution de la politique de la ville construite à partir d'un cadre conceptuel ethnoracial, mais dont les principes d'urbanisme ou encore les registres de sécurité et de surveillance occultent les réels buts poursuivis et négligent les conditions d'existence et les réalités locales. À travers le traitement rigoureux et approfondi de divers textes de lois, archives municipales, débats et de décisions rendues publiques, H. Belmessous explore comment les politiques d'exclusion sont justifiées à travers le temps, en se centrant sur les visions analogues des partis de la gauche et de la droite politique.

Sous le paradigme de la rénovation urbaine ou du discours de la mixité sociale, les habitants des banlieues se sont butés successivement à des critères discriminatoires dans l'attribution des logements, à des seuils ou à un plafonnement d'*étrangers*, à l'arrêt brutal de la construction des grands ensembles

ou à « la démolition de 640 logements construits moins de 30 ans plus tôt » (48). Le démantèlement social qui s'en est suivi n'est pas étonnant en considérant l'échec de la société française en ces lieux « dont l'objectif immédiat à leur construction était de loger le peuple » (181). L'ensemble de ces stratégies mises en œuvre par les diverses institutions pour réguler les banlieues résulte de représentations culturelles supposant que l'appartenance raciale ou religieuse de ses communautés est indissociable d'un dit *problème d'intégration*, alors qu'elles ont été exclues d'emblée. L'étude des politiques publiques met en lumière cette exclusion volontaire et calculée, tantôt de manière explicite, tantôt sous le mirage d'idéaux de la République, et fait le procès à un État qui se dérobe de ses responsabilités.

Bien que l'érudition de H. Belmessous en matière de terrain exploré, d'enjeux municipaux et d'institutions politiques françaises est parfois étourdissante, elle permet définitivement de reconstruire et déplier « le puzzle d'un univers social français devenu finalement prévisible » (28). En insistant sur le fait de l'immigration comme une source de conflits sans fin dans la fabrique de la République, H. Belmessous révèle les dessous de la complicité des acteurs dans l'*écriture* du destin de ces individus en territoire hostile. Son argumentaire rappelle celui d'autres auteurs qui ont étudié les dimensions politiques de (re) production de ces territoires dits de *relégation*. Nous faisons ici référence par exemple à Loïc Wacquant, sociologue et anthropologue français qui, dans son ouvrage *Parias urbains, Ghettos, banlieues, État* (2006) a réalisé la comparaison du ghetto de Chicago et d'une banlieue au Nord de Paris sur une période de plus d'une décennie, et ce, combinant observations et entretiens sur le terrain, données statistiques et

rappels historiques. La similitude de ces ouvrages repose notamment sur l'attention accordée aux représentations symboliques, où les forts stigmates associés aux lieux nourrissent le mépris et influencent le traitement politique – ce que H. Belmessous qualifie comme le *stigmatisme du repoussoir* (32). Par ailleurs, les auteurs nous apprennent chacun à leur manière à déplacer notre regard sur les faits plutôt que sur les idéologies intuitives pour contrer notamment la montée des idéologies racistes et individualistes.

Si les dernières pages rendent compte des stratégies déployées par les communautés habitant dans les zones soustraites du droit commun pour se faire entendre et exister socialement, la *politique de la ville* telle que dépeinte par H. Belmessous peut nous sembler trop souvent monolithique. Cette dernière est explorée à travers les questionnaires urbains et les élus municipaux dont les voix sont évacuées de toute tension et conflits. Une approche plus généalogique aurait sans doute permis de soulever les traces vivantes de la résistance, ce qui n'aurait rien enlevé à son propos. Malgré cela, cet ouvrage permet de complexifier notre compréhension des liens entre territoires et discriminations et d'illustrer du même coup que les solutions ne sont pas simples. Afin de s'attaquer au dit *problème des banlieues* comme le dicte *la politique de la ville*, il ne suffit pas de redonner des couleurs aux façades grises des immeubles (55). Cette histoire politique permet de prendre la mesure de la gravité des conséquences à plus long terme de ces épreuves et enjoint à une révision de nos modes traditionnels d'analyse sociale et d'action publique relatifs aux inégalités sociales et aux pratiques discriminatoires (re)produites en milieu urbain.

JADE BOURDAGES ET IZARA GILBERT
Université du Québec à Montréal